Retour au centre du monde de la cause palestinienne : il faut une immense mobilisation contre le massacre des Gazaoui·e·s par Israël

Que voit-on depuis le 7 octobre, sur tous les plateaux de télévisions, en une des journaux et des magazines ? La Palestine, la bande de Gaza. Ou plus précisément : les conditions de vie terribles des habitant·e·s de la bande de Gaza. Malgré une propagande médiatique et politique hallucinante, ou le moindre pas de côté du discours dominant est stigmatisé voire attaqué (par exemple sous le qualificatif « d'apologie du terrorisme », visant actuellement le NPA ou encore la députée insoumise Danièle Obono), la fenêtre sur Gaza reste ouverte. De cette fenêtre, on ne peut pas ne pas voir ce qui s'y déroule, et ce depuis des années : l'étouffement de millions de personnes, hommes, femmes, vieillards, enfants dans une prison à ciel ouvert, sans aucune perspective. Pas plus qu'on ne peut pas ne pas voir leur massacre quotidien, tantôt par des frappes aériennes ou des « opérations » à la « frontière », tantôt par l'emprisonnement ou par la restriction de l'aide humanitaire – lire ici : empêcher la livraison de nourriture à une population civile. Depuis quelques jours, il faut ajouter à cette liste le blocus complet du petit morceau de terre : ni nourriture donc, mais aussi ni eau, ni essence, ni internet, ni médicaments. Le territoire se fait bombarder plusieurs fois par jour et il n'y a plus d'anesthésiants dans les services médicaux, l'eau n'est plus désalinisée et les enfants multi-traumatisé·e·s errent dans les décombres. Les habitant·e·s dorment dehors, de même que les quelques milliers d'humanitaires resté·e·s sur place. Parfois, les habitant·e·s se réfugient dans des hôpitaux, espérant trouver un refuge sécurisé ; ceux-ci sont aussi pris pour cible. L'hôpital de Ahli Arab a subi le feu de la guerre, entre 200 et 500 personnes, civiles, ont été tuées. Deux versions s'opposent : les officiels israéliens ont immédiatement déclaré qu'il s'agissait d'un tir de roquette raté du jihad islamique palestinien et qu'ils en détenaient les preuves, ce que réfute le Hamas. À l'heure actuelle les « preuves » sont assez faibles et relèvent surtout de la communication : extraits vidéos, échange téléphonique entre deux personnes… Voir ici le reportage de LCI, chaîne qu'on ne peut pas suspecter d'être pro palestinien. Ce sont les mêmes qui affirment depuis plusieurs années, malgré les accusations des ONG Human Right Watch et Amnesty International, ne pas faire usage de bombes au phosphore blanc. Biden a confirmé la version de l'armée israélienne, affirmant que les « données » auxquelles il a eu accès disculpaient Israël. Dans la guerre de communication qui se joue actuellement, il est évident que, là aussi, les armes sont inégales : les Palestinien·ne·s n'ont pas la possibilité de faire face à l'appareil idéologique et médiatique d'Israël, relayé par les États et la plupart des

médias impérialistes. Il n'y a qu'une enquête internationale indépendante qui pourrait, éventuellement, en ayant les moyens de travailler, mettre de la lumière sur cet événement tragique.

Depuis des jours, on nous annonce une offensive terrestre qui peine à se matérialiser : l'état-major israélien conseille aux gens de fuir la bande de Gaza, mais toutes les grilles sont verrouillées. Personne ne peut fuir. Toutes les caméras officielles autorisées à filmer attendent, mais la troupe ne bouge pas et reste à distance. L'offensive terrestre a un objectif particulier : « l'éradication du Hamas et surtout de ses installations, et à n'importe quel prix », mais l'état-major à des doutes sur les capacités de résistance dans l'enclave.

Mais surtout, c'est la présence des centaines de milliers de civils – sans oublier celle des otages – qui inquiète : même Israël, soutenu par l'ensemble de l'Occident, ne peut pas massacrer impunément des civils pris au piège alors que tous les regards sont tournés sur lui. En temps normal, oui, c'est le lot commun du « conflit israélo-palestinien ». Mais depuis le 7 octobre, l'attaque du Hamas a de fait remis la question palestinienne au centre de l'actualité internationale, reléguant au second rang les putschs militaires en Afrique de l'Ouest et, surtout, la guerre en Ukraine. La réalité palestinienne resurgit, de la plus forte des façons, partout. Impossible de détourner le regard, d'autant moins que la menace de l'intervention au sol de Tsahal se fait attendre : la guerre éclair n'a pas encore lieu et laisse donc planer des questions. Et, plus le temps passe, plus la situation humanitaire devient invivable, plus le camp de la paix – même d'une paix complètement abstraite – retrouve une timide voix au chapitre : il ne devient plus délirant d'appeler à un cessez-le-feu, pas plus que de dénoncer dorénavant des *crimes de guerres* imputables à Israël, d'ores-et-déjà bien plus nombreux que ceux du Hamas en ce seul mois d'octobre. Un des risques de la guerre de vengeance, désirée par une grande partie du gouvernement israélien, serait « de faire perdre à Israël sa légitimité » selon les mots de l'historien André Kaspi. Ce qui se joue, à terme, est la question de « ses alliances, de la sécurité et de son âme » d'après le journaliste du *Monde* Ptior Smolar. En d'autres termes, cette attaque, dont l'issue militaire est incertaine, mettrait beaucoup en jeu. A l'heure où Netanyahu est particulièrement fragilisé, la ligne de crête sur laquelle il avance ne cesse de se fragmenter.

Les crimes de guerre commis par le Hamas le 7 octobre ont suscité une horreur telle que, dans les puissances occidentales, le soutien à Israël s'est spectaculairement consolidé, non seulement de la part des Etats, mais aussi de franges entières des populations. En France, il n'a clairement jamais été aussi difficile d'affirmer son soutien à la cause palestinienne que ces derniers jours. Cela dit, la violence criminelle dont fait aujourd'hui preuve l'Etat israélien à Gaza est elle-même plus exposée que jamais, si bien qu'un élan de solidarité avec les Gazaoui·e·s, au moins sur un mode humanitaire et pacifiste, émerge en contrepoint. L'interdiction de manifester sa solidarité avec la Palestine en France ne peut masquer la réalité de ce soutien ailleurs. D'Amsterdam à New-York, de Madrid à Londres, des manifestations importantes se déroulent au cœur

de l'empire : elles n'y sont pas interdites, mettant d'autant mieux en évidence la politique ultra-répressive du gouvernement français, la plus grande honte du prétendu « monde libre ». Mais surtout, c'est dans le monde arabe que s'exprime avec le plus de force la solidarité avec le peuple palestinien martyr. Les rues de Bagdad, Tunis, Rabat, Beyrouth, Téhéran, Amman ou encore Alger voient flotter des drapeaux palestiniens et résonner des chants et slogans de soutien. Dans toutes les capitales arabes, la population a manifesté une solidarité sans équivoque aux Gazaou.i.e.s, exerçant de fait une pression sur leurs gouvernants. La « normalisation » des rapports avec Israël n'est toujours pas à l'ordre du jour pour les millions de travailleur/se·s du Maghreb et du Moyen-Orient, loin de là. De plus, plusieurs ambassades (israélienne mais aussi de France et des États-Unis) ont été prises d'assaut par des manifestants et, c'est à souligner, des manifestations et affrontements avec la police israélienne ont lieu dans les villes de Cisjordanie comme Naplouse, Jenine, Hebron ou encore Jericho. Les processus diplomatiques de rapprochement entre le Golfe et Israël qui étaient en cours (en particulier dans le cadre des accords d'Abraham) ont de fait dû marquer un temps d'arrêt, ce qui était sans doute l'un des objectifs géopolitiques principaux de l'attaque menée le 7 octobre avec le soutien de l'Iran.

11 jours donc, environ 3000 civil·e·s tué·e·s par les frappes « chirurgicales » israéliennes, dont près d'un millier d'enfants ainsi que 12 000 blessés. On est donc déjà bien au-delà de la prétendue « légitime défense » d'Israël et même de sa « vengeance » : c'est un massacre qui a commencé et qui va s'amplifier dans des proportions inouïes si on ne l'arrête pas. De fait, les Gazaoui·e·s ne peuvent pas se défendre. Biden vient négocier l'acheminement de l'aide humanitaire, la balle est renvoyée dans le camp égyptien. En clair, il dit qu'il faut donner à manger aux gens avant de les fusiller. Le déclin moral de l'Occident ne cesse de s'accélérer : sur tous les fronts ouverts on ne cesse de voir s'affirmer des positions intenables.

Soutenir le droit du peuple palestinien à résister, c'est soutenir son droit à exister en dehors des intérêts occidentaux. Soutenir le droit à la résistance du peuple palestinien, c'est soutenir sa capacité à faire face à l'une des armées les plus puissantes du monde. Soutenir le droit à la résistance du peuple palestinien, c'est soutenir un idéal de justice. Ce n'est pas soutenir le Hamas, dont nous avons condamné les crimes de guerre.

Rappel

Nous écrivions le 9 octobre : « Les opérations menées par le Hamas ont été l'occasion de crimes de guerre qui doivent être condamnés, comme la rafle de familles israéliennes, les viols ou encore le massacre de victimes civiles réunies à l'occasion d'un festival de musique. Ces méthodes ne sont pas les nôtres. Elles doivent aussi être comprises comme le produit terrible que l'oppression coloniale de l'Etat israélien ne pouvait malheureusement manquer d'engendrer » (https://tendanceclaire.org/article.php?id=1895). Le 12 octobre, nous insistions sur l'importance de « distinguer le soutien de principe à la lutte du peuple palestinien et

les méthodes concrètement mises en œuvre par le Hamas au cours de son attaque, ou encore d'articuler une condamnation des crimes perpétrés à l'encontre de la population civile et le rappel du contexte d'oppression dans lequel l'attaque du week-end dernier s'inscrit » (https://tendanceclaire.org/article.php?id=1897).

Pourtant, il faut reconnaître que les horreurs du 7 octobre ont objectivement mis en lumière celles exercées depuis des décennies contre les Palestinien·ne·s, dans l'indifférence quasi-générale.

Face au lamentable renoncement du gouvernement français à toute voix indépendante et à la moindre décence humanitaire, l'urgence est aujourd'hui d'imposer l'arrêt des bombardements sur Gaza et de l'attaque en préparation contre les Gazaoui·e·s. Pour cela, quelles que soient par ailleurs leurs analyses sur la situation actuelle et ses causes, les organisations du mouvement ouvrier et celles qui se réclament des droits démocratiques doivent refuser les interdictions de manifester et prendre l'initiative de puissantes manifestations unitaires partout en France : *Non au massacre des Gazaoui·e·s !*

Tristan Daul, le 21 octobre 2023